



**EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES**

RAPPORT DE LA

MALAISIE

Conformément à l'Accord établissant le Mécanisme d'examen des politiques commerciales (Annexe 3 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce), la déclaration de politique générale présentée par la Malaisie est reproduite ci-après.

---

Note: Le présent rapport fait l'objet d'une distribution restreinte et ne doit pas être communiqué à la presse avant la fin de la première séance de la réunion de l'Organe d'examen des politiques commerciales portant sur la Malaisie.

**Table des matières**

<b>1 ÉVOLUTION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE .....</b>	<b>3</b>
1.1 Aperçu général.....	3
1.2 Nouveau modèle économique.....	4
<b>2 ÉVOLUTION DE LA POLITIQUE COMMERCIALE .....</b>	<b>7</b>
2.1 Aperçu général.....	7
2.2 Initiatives de facilitation des échanges.....	8
2.3 Système commercial multilatéral .....	11
2.4 Évolution des ALE.....	11
2.5 ASEAN.....	14
2.6 Coopération économique Asie-Pacifique .....	15
<b>3 POLITIQUES SECTORIELLES.....</b>	<b>15</b>
3.1 Secteur manufacturier.....	15
3.2 Secteur agricole .....	16
3.3 Secteur des services .....	17
<b>4 AUTRES POLITIQUES INTÉRIEURES .....</b>	<b>20</b>
4.1 Loi de 2010 sur la concurrence .....	20
4.2 Loi de 2010 sur le commerce stratégique.....	21
<b>5 VOIE À SUIVRE.....</b>	<b>21</b>
<b>ANNEXE.....</b>	<b>23</b>

## 1 ÉVOLUTION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE

### 1.1 Aperçu général

1.1. Les politiques économiques doivent permettre à la Malaisie de se rapprocher de son objectif, à savoir devenir, d'ici à 2020, une nation à revenu élevé fondée sur les principes d'inclusion et de durabilité. Cela nécessite d'attirer davantage d'investissements de qualité et d'encourager l'investissement privé dans les industries à forte valeur ajoutée. Pendant la période considérée, le gouvernement est resté déterminé à faire en sorte que la croissance économique de la nation se poursuive malgré les incertitudes et les difficultés que connaît l'économie mondiale.

1.2. L'économie malaisienne a enregistré un taux de croissance du PIB de 6,1% en moyenne pour la période 2010-2012. Le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) réel était de 7,4% en 2010; il est tombé à 5,1% en 2011, puis a atteint 5,6% en 2012. Le PIB a progressé de 4,3% au premier semestre de 2013 et de 5,0% au troisième trimestre de la même année. D'ici à la fin de 2013, la croissance du PIB réel devrait être de 4,7%. La croissance plus forte enregistrée au troisième trimestre est soutenue par l'investissement privé et la consommation, dont les taux se sont élevés à 15,2% et 8,2%, respectivement. Le secteur de la construction devrait connaître une croissance de 10,6%, suivi du secteur des services, qui devrait progresser de 5,5%.

1.3. En 2010, le taux d'inflation était de 1,7% en raison de la stabilité économique. Toutefois, ce taux a atteint 3,2% en 2011 du fait de la hausse des cours mondiaux des produits de base, qui s'explique en partie par l'instabilité politique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, l'interruption de l'approvisionnement du pays en produits alimentaires et la révision à la hausse des prix administrés. En 2012, le taux d'inflation est resté faible, à 1,6%. Un taux d'inflation de 1,9% a été enregistré entre janvier et octobre 2013.

1.4. La population active est passée de 12,3 millions de personnes en 2010 à 13,1 millions en 2012. Le taux de chômage est resté relativement faible, à 3,0%; les nouveaux emplois créés sont principalement issus du secteur des industries extractives, puis du secteur des services.

1.5. Ce dernier a enregistré une croissance moyenne de 7,0% sur la période 2010-2012 et représentait toujours la part la plus importante du PIB, soit 54,6% en 2012, contre 54,1% l'année précédente. Le secteur est en bonne voie pour atteindre l'objectif fixé, à savoir contribuer pour 61% au PIB d'ici à la fin du dixième Plan de la Malaisie, qui porte sur la période 2011-2015.

1.6. Les résultats globaux du secteur manufacturier se sont considérablement améliorés en 2010, ce secteur ayant affiché une croissance de 11,9%, alors qu'il avait reculé de 9,0% en 2009. Toutefois, en 2011, la Malaisie a connu plusieurs difficultés; la production de matériel électrique et électronique a continué de diminuer, entravée par les mauvais résultats de la production d'ordinateurs et de semi-conducteurs. En outre, la communauté des consommateurs a été affectée par l'interruption de la chaîne d'approvisionnement automobile causée par les catastrophes naturelles survenues au Japon et en Thaïlande. Cela s'est traduit par une croissance modeste du PIB, soit 4,7%. En 2012, le secteur manufacturier avait progressé de 4,8%.

1.7. Le secteur agricole a enregistré une croissance de 2,4% en 2010, qui a atteint 5,8% en 2011 en raison d'une production accrue d'huile de palme, de bétail et d'autres produits agricoles. En 2012, le secteur a affiché une croissance marginale de 1,0% du fait de la variation des prix de l'huile de palme et du caoutchouc.

1.8. Le secteur de la construction a enregistré une croissance de 11,4% en 2010. Cette croissance est tombée à 4,7% en 2011 en raison de la contraction observée dans le segment du génie civil. Le secteur a néanmoins affiché une croissance de 18,1% en 2012, tirée par des projets de construction comme le second pont de Penang, le second terminal de l'aéroport international de Kuala Lumpur, le gazoduc Sabah-Sarawak et le terminal de gazéification de Melaka.

1.9. En 2010 et 2011, le secteur minier a enregistré des taux de croissance négatifs de 0,3% et 5,5%, respectivement. En 2012, il a progressé de 1,4%.

1.10. Pendant la période 2009-2012, l'investissement privé a augmenté de 59,6%. En 2012, cet investissement et l'investissement étranger direct (IED) net ont progressé de 47,7% et 30%, respectivement, par rapport à 2008.

1.11. Les dépenses de consommation finale privée ont augmenté de 7,1% par an sur la période 2010-2012. Cette progression a résulté de plusieurs facteurs, à savoir un marché du travail en bonne santé, de bons revenus, une inflation faible, une aide publique aux ménages à faible revenu ou à revenu intermédiaire, des conditions de financement favorables et une confiance accrue des consommateurs.

1.12. L'épargne nationale brute, qui représentait en moyenne 34,8% du produit national brut (PNB) pendant la période 2010-2012, est restée élevée, permettant à la Malaisie de financer ses activités économiques à l'aide de ressources nationales.

1.13. La Malaisie a continué d'enregistrer un excédent de la balance des opérations courantes, ainsi qu'un bon niveau de réserves. Lors du dernier examen, le niveau des réserves s'élevait à 265,3 milliards de ringgit, soit 70,2 milliards de dollars EU, et au 15 novembre 2013, ce niveau avait atteint 445,1 milliards de ringgit (soit 136,7 milliards de dollars EU); ces réserves suffisent pour financer 9,7 mois d'importations non réexportées et représentent 3,7 fois la dette extérieure à court terme.<sup>1</sup>

1.14. Les taux de croissance soutenus de ces cinq dernières années ont fait passer le revenu par habitant de 24 879 ringgit en 2009 à 26 968 ringgit en 2010, 29 784 ringgit en 2011 et 30 856 ringgit en 2012, soit une augmentation annuelle moyenne de 7,5%.<sup>2</sup> Un RNB par habitant de 30 889 ringgit a été enregistré entre janvier et septembre 2013.

## 1.2 Nouveau modèle économique

1.15. Dans le cadre du plan Vision 2020, le gouvernement a lancé, le 30 mars 2010, le nouveau modèle économique, qui repose sur quatre grands piliers, à savoir le Programme de transformation économique, le programme gouvernemental de transformation, le concept "1Malaysia, People First, Performance Now" et le dixième Plan de la Malaisie, qui porte sur la période 2011-2015. Les quatre piliers de la transformation nationale visent à faire de la Malaisie une nation à revenu élevé fondée sur les principes d'inclusion et de durabilité.

1.16. Le nouveau modèle économique met en lumière plusieurs initiatives importantes telles que la modernisation du droit du travail, la réforme du secteur public, la déréglementation et la libéralisation comme base pour soutenir la concurrence sur les marchés mondiaux.

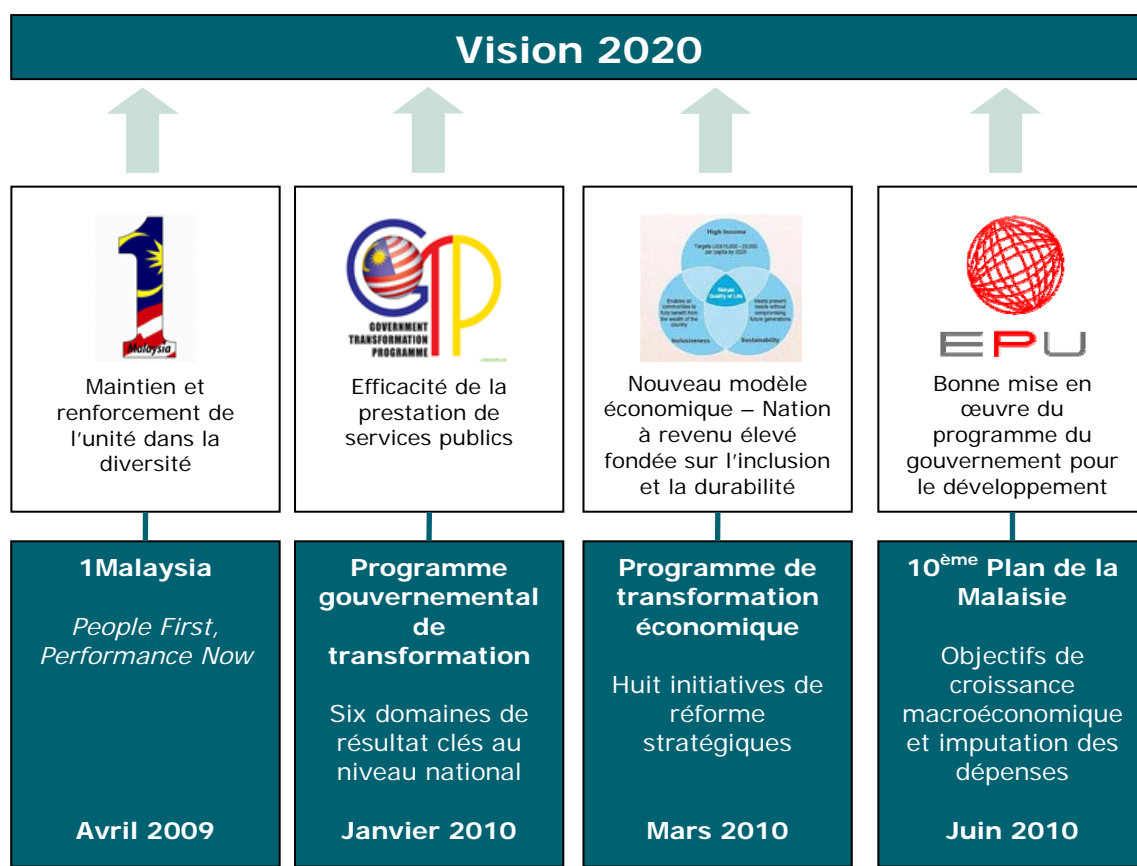
1.17. Le programme gouvernemental de transformation a été lancé en avril 2009. Il s'agit d'un programme de changement vaste et ambitieux visant à transformer fondamentalement le gouvernement en une institution efficace au service de la population. Ce programme a permis d'identifier sept domaines de résultat clés au niveau national pour orienter le processus de transformation du gouvernement, à savoir réduire la criminalité, lutter contre la corruption, élever le niveau de formation des étudiants, élever le niveau de vie des ménages à faible revenu, poursuivre le développement rural, améliorer les transports publics urbains et répondre à la question du coût de la vie.

---

<sup>1</sup> Bank Negara Malaysia (deuxième trimestre de 2013). Bulletin trimestriel de la BNM intitulé *Developments in Malaysia Economy* (Évolution de l'économie malaisienne). Consulté le 10 octobre 2013 à l'adresse suivante: <http://www.bnm.gov.my/files/publication/gb/2013/Q2/p3.pdf>.

<sup>2</sup> Unité de planification économique (2012), document de l'EPU intitulé *The Malaysian Economy in Figures (2012)* (L'économie malaisienne en chiffres (2012)). Consulté le 10 octobre 2013 à l'adresse suivante: <http://www.epu.gov.my/documents/10124/72ac36d7-fe5a-489b-a34c-a2cb2be073a6>.

Figure A Les quatre piliers de la transformation nationale



1.18. Parmi les initiatives visant à renforcer la responsabilité et la lutte contre la corruption, le gouvernement a adopté la Loi de 2010 sur la protection des dénonciateurs et a mené d'autres initiatives de réforme, y compris des réformes de la fonction publique, la création de la base de données des contrevenants reconnus coupables de corruption, l'adoption de la Loi sur l'intégrité et l'établissement de la Charte d'intégrité des entreprises. Les efforts continus déployés par le gouvernement pour lutter contre la corruption ont permis à la Malaisie de remonter dans le classement établi selon l'indice de perception de la corruption en passant de la 60<sup>ème</sup> place en 2011 à la 54<sup>ème</sup> place en 2012.

1.19. Le programme gouvernemental de transformation contribue à améliorer l'image de la Malaisie auprès du public et des investisseurs, en particulier en termes de transparence et de compétitivité. D'après le rapport Doing Business 2012 de la Banque mondiale, la Malaisie est remontée dans le classement établi selon l'indice du commerce transfrontalier de la 29<sup>ème</sup> à la 12<sup>ème</sup> place. En 2013, elle a encore amélioré sa compétitivité, puisqu'elle est passée de la 12<sup>ème</sup> à la 11<sup>ème</sup> place dans ce même classement.

1.20. D'après le dernier rapport Doing Business de la Banque mondiale (2014), la Malaisie s'est hissée de la 12<sup>ème</sup> à la 6<sup>ème</sup> place, sur 189 économies, dans le classement établi selon l'indice de facilité de faire des affaires. Grâce à ce progrès récent, la Malaisie joue désormais dans la même cour que Singapour, Hong Kong, la Nouvelle-Zélande, les États-Unis et le Danemark.

1.21. Le Programme de transformation économique a été lancé le 25 septembre 2010; il est fondé sur une approche constituée de deux composantes, à savoir les domaines clés de l'économie et les initiatives de réforme stratégiques.

1.22. Les 12 domaines clés de l'économie représentent les secteurs dans lesquels l'accent sera mis sur la croissance; ces secteurs ont été identifiés sur la base de leur contribution potentielle au RNB et de leurs effets multiplicateurs sur l'ensemble de l'économie. Les 12 domaines clés de l'économie sont les suivants:

- i. grand Kuala Lumpur/vallée du Klang;
- ii. pétrole, gaz;
- iii. huile de palme et caoutchouc;
- iv. commerce de gros et de détail;
- v. services financiers;
- vi. tourisme;
- vii. matériel électrique et électronique;
- viii. services fournis aux entreprises;
- ix. contenu des communications et infrastructures de communication;
- x. éducation;
- xi. agriculture; et
- xii. services de santé.

1.23. De la même manière, le Programme de transformation économique a permis d'identifier six initiatives de réforme stratégiques fondées sur des politiques de soutien dans les domaines suivants:

- i. concurrence, normes et libéralisation;
- ii. réforme des finances publiques;
- iii. prestation de services publics;
- iv. réduction des inégalités;
- v. rôle du gouvernement dans les milieux d'affaires; et
- vi. valorisation du capital humain.

1.24. Les initiatives de réforme stratégiques visent avant tout à créer, en Malaisie, un environnement propice, concurrentiel et favorable à l'activité des entreprises qui permettra d'accroître la compétitivité du pays sur les marchés mondiaux et d'attirer l'investissement étranger nécessaire.

1.25. Le dixième Plan de la Malaisie, établi sur le thème "Towards Economic Prosperity and Social Justice" (Vers la prospérité économique et la justice sociale), contient les nouvelles orientations de la politique, les nouvelles stratégies et les nouveaux programmes pour la période comprise entre 2011 et 2015. Le Plan prévoit des dépenses de développement totales de 230 milliards de ringgit pour la période de cinq ans susmentionnée, ce qui permettrait à la Malaisie d'entrer dans la catégorie des nations à revenu élevé. Il est fondé sur cinq initiatives stratégiques essentielles, à savoir:

- i. transformer le gouvernement pour transformer la Malaisie. Le rôle du gouvernement évoluera afin que ce dernier puisse faciliter la transformation de l'économie et fournir des services de qualité à la population (*rakyat*);
- ii. créer un environnement propice à la croissance économique;
- iii. s'engager dans un développement socioéconomique inclusif;

- iv. créer et maintenir une réserve de compétences digne des pays industrialisés; et
- v. créer un environnement qui permette une meilleure qualité de vie.

1.26. Le gouvernement a mis en place le concept "1Malaysia, People First, Performance Now" afin de surmonter les diverses difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du plan Vision 2020 par la collaboration avec la population (*rakyat*). Ce concept est basé sur trois grands axes, à savoir:

- i. garantir l'équité entre tous comme base du concept "1Malaysia" (une Malaisie);
- ii. donner priorité à la population en mettant l'accent sur ses principaux besoins et souhaits; et
- iii. garantir des résultats immédiats grâce à la transparence et à la responsabilité.

## 2 ÉVOLUTION DE LA POLITIQUE COMMERCIALE

### 2.1 Aperçu général

2.1. La politique commerciale de la Malaisie reste axée sur une intensification de l'intégration du pays à l'économie mondiale et sur le renforcement de sa position dans le monde en tant que nation commerçante. Elle vise essentiellement à créer un environnement commercial international plus libéralisé et plus juste. La Malaisie continue d'accorder une priorité élevée au système commercial multilatéral fondé sur des règles dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), mais elle cherche également à conclure des arrangements commerciaux régionaux et bilatéraux en complément de l'approche multilatérale. La politique commerciale cible des améliorations internes et externes pour que les exportations continuent d'augmenter. Sur le plan intérieur, la politique suivie vise à promouvoir les produits de grande qualité et novateurs de manière à créer un effet de marque et à fidéliser les consommateurs. La Malaisie a également pour objectif important de diversifier sa gamme de produits pour moins dépendre des produits électriques et électroniques.

2.2. Les accords commerciaux bilatéraux sont considérés comme un moyen d'atteindre plus rapidement un niveau élevé de libéralisation, ce qui permettrait d'accéder effectivement aux marchés des partenaires commerciaux. Bon nombre de ces accords concernent uniquement le commerce des marchandises, le commerce des services et l'investissement.

2.3. Pour faire en sorte que la croissance des exportations reste forte, la politique commerciale vise également à renforcer la présence de la Malaisie sur les marchés traditionnels et à diversifier ses exportations en se tournant vers des marchés non traditionnels. La Malaisie s'emploie activement à promouvoir les échanges sur les marchés nouveaux et émergents, tels que la Chine, l'Inde, le Moyen-Orient, l'Afrique et les nouveaux membres de l'UE. Dans le cadre des efforts déployés actuellement pour promouvoir le développement du secteur des services, la Malaisie a intensifié ses activités de promotion des exportations de services.

2.4. Le volume des échanges a atteint 1 310 milliards de ringgit (423,9 milliards de dollars EU) en 2012, contre 1 270 milliards de ringgit (415,6 milliards de dollars EU) en 2011, soit une augmentation de 3,0%. Entre janvier et septembre 2013, le volume des échanges s'est élevé à 1 010 milliards de ringgit (320,9 milliards de dollars EU), soit une hausse de 2,4% par rapport à la même période en 2012.

2.5. Malgré les difficultés rencontrées en 2011, les exportations ont affiché un nouveau record: 702,6 milliards de ringgit (227,5 milliards de dollars EU), contre 697,7 milliards de ringgit (228,1 milliards de dollars EU) l'année précédente, alors que les importations sont passées de 573,6 milliards de ringgit (187,5 milliards de dollars EU) à 606,7 milliards de ringgit (196,4 milliards de dollars EU). Au troisième trimestre de 2013, les exportations ont diminué de 0,2%, tombant à 524,8 milliards de ringgit (167,3 milliards de dollars EU), tandis que les importations ont augmenté de 5,5% pour représenter 481,5 milliards de ringgit (153,6 milliards de dollars EU).

**Commerce extérieur de la Malaisie, 2009-2013**

Année	Exportations totales		Importations totales		Balance commerciale		Commerce total	
	En milliards de RM	Taux de croissance (%)	En milliards de RM	Taux de croissance (%)	En milliards de RM	Taux de croissance (%)	En milliards de RM	Taux de croissance (%)
2009	552,52	0,0	434,67	0,0	117,85	0,0	987,19	0,0
2010	638,82	15,6	528,83	21,7	109,99	-6,7	1 167,65	18,3
2011	697,86	9,2	573,63	8,5	124,24	12,9	1 271,49	8,9
2012	702,64	0,7	606,68	5,8	95,96	-22,8	1 309,32	3,0
2012 (janv.-sept.)	525,61	0	456,59	0	69,02	0	982,20	0
2013 (janv.-sept.)	524,72	-0,2	481,50	5,5	43,21	-37,4	1 006,22	2,4

Source: MATRADE.

2.6. La balance commerciale de la Malaisie a augmenté de 12,9% en 2011, mais a diminué de 22,8% en 2012. Au troisième trimestre de 2013, elle affichait une nouvelle baisse de 37,4% par rapport à la même période en 2012.

## 2.2 Initiatives de facilitation des échanges

2.7. La Malaisie a mis en œuvre des initiatives de facilitation des échanges, dont les suivantes:

### Politique nationale sur le développement et la mise en œuvre de la réglementation

2.8. En juillet 2013, la Malaysia Productivity Corporation (MPC) a instauré la Politique nationale sur le développement et la mise en œuvre de la réglementation. Cette politique permettra de combler les lacunes du cadre réglementaire national pour que la Malaisie puisse se conformer aux meilleures pratiques internationales en matière de réglementation ou aux bonnes pratiques réglementaires. En 2013, la Malaisie a lancé la politique et le manuel sur les bonnes pratiques réglementaires pour accroître la transparence et la responsabilité en ce qui concerne les mesures réglementaires et créer des conditions plus favorables à l'activité des entreprises. Des projets pilotes sont mis en œuvre afin de promouvoir, à l'avenir, l'analyse d'impact de la réglementation (AIR) au sein des ministères et des organismes.

2.9. Le Ministère du commerce extérieur et de l'industrie (MITI), la Commission nationale des services relatifs à l'eau (SPAN) et l'Office fédéral de commercialisation des produits agricoles (FAMA) participent actuellement aux projets pilotes. Ils ont reçu une formation et des orientations spécifiques pour mener à bien le processus d'AIR. Les résultats de ces projets pilotes d'AIR seront utilisés comme études de cas pour établir des critères, définir les meilleures pratiques et formuler des observations afin d'améliorer le manuel sur les meilleures pratiques réglementaires et le processus d'AIR.

### Modernisation des douanes

2.10. Le processus de modernisation des douanes a été mené suivant une stratégie globale visant à rendre l'administration et le fonctionnement des douanes plus effectifs, efficaces, transparents et prévisibles. Trois principaux domaines d'action ont été identifiés, à savoir le renforcement des capacités, le développement du système et l'amélioration des résultats.

2.11. La Malaisie s'engage actuellement dans un nouveau projet destiné à renforcer son initiative de transformation des douanes afin de réaliser son objectif de devenir une administration douanière de rang mondial d'ici à 2015. Cela lui permettra de s'adapter à l'évolution récente des tendances du commerce mondial et d'améliorer l'établissement des déclarations grâce au mécanisme d'autocertification, afin de concilier la facilitation des échanges et le respect des procédures, conformément à l'objectif de guichet unique national et de guichet unique de l'ASEAN. Ce projet s'intitule "u-Customs".

2.12. Le programme concernant les opérateurs économiques agréés (OEA) est une initiative visant les entreprises qui répondent aux critères définis par les Douanes royales malaisiennes; il a été adopté sur la base des normes de l'OMD relatives aux OEA. Si un opérateur est accrédité en



tant qu'OEA, il peut bénéficier d'avantages importants au titre du programme concernant les OEA, comme la mainlevée directe pour l'importation, l'exportation et la circulation des marchandises, la possibilité d'établir périodiquement une déclaration spontanée pour l'importation, l'exportation et la circulation des marchandises et le paiement différé des droits/taxes au moyen du système de transfert électronique de fonds. À ce jour, en Malaisie, 42 opérateurs ont été accrédités en tant qu'OEA et ont bénéficié du programme concernant les OEA.

#### Activités de promotion des exportations

2.13. La Société malaisienne de développement du commerce extérieur (MATRADE), qui relève du MITI, continue de faciliter les activités de promotion des exportations des entreprises nationales dans le cadre de foires commerciales internationales, de missions commerciales, de missions de commercialisation spécifiques et de programmes de jumelage d'entreprises. La MATRADE aide également activement les entreprises étrangères à trouver des fournisseurs de produits et services malaisiens; elle est représentée à 40 endroits dans les grandes villes commerciales du monde entier.

2.14. Pour élaborer sa stratégie de promotion des exportations, la MATRADE a tenu compte de plusieurs facteurs, y compris les tendances macroéconomiques mondiales et nationales, ainsi que les exigences du programme économique national. Elle a par ailleurs consulté les acteurs du secteur industriel pour créer des programmes qui cadrent avec leurs stratégies, en particulier en ce qui concerne le choix des marchés, des secteurs et des outils de promotion des échanges.

#### Promotion des investissements dans les secteurs manufacturier et de services

2.15. La Direction du développement des investissements de la Malaisie (MIDA) est l'organisme principal chargé de superviser et d'orienter l'investissement dans les secteurs manufacturier et de services en Malaisie. La large gamme de services proposés par la MIDA inclut la fourniture de renseignements sur les possibilités d'investissement, ainsi qu'une aide aux entreprises qui cherchent des partenaires de coentreprise. Le 18 août 2011, la Loi sur la MIDA a été modifiée suite à l'élargissement du rôle de cette dernière, qui consiste, entre autres, à coordonner l'ensemble des activités de promotion des investissements de tous les organismes et de toutes les autres entités, et suite au renforcement de sa fonction de guichet unique pour les investisseurs potentiels.

2.16. Pour promouvoir les incitations en faveur du libre-échange et des activités commerciales, le gouvernement a établi cinq corridors de croissance économique afin de développer davantage les régions d'investissement stratégiques de la Malaisie. À chacune des cinq régions concernées a été associé une vision et un objectif clairs et précis, ainsi qu'une autorité chargée de superviser le développement de la région. Ces cinq régions économiques sont les suivantes:

- i. Iskandar Malaysia dans le sud du Johor (IRDA);
- ii. Région économique du couloir septentrional (NCER);
- iii. Région économique de la côte orientale (ECER);
- iv. Couloir de développement de Sabah (SDC); et
- v. Couloir d'énergie renouvelable de Sarawak (SCORE).

#### Plan directeur 2012-2020 pour les PME

2.17. En Malaisie, 97,3% des entreprises sont des petites et moyennes entreprises (PME). La plupart d'entre elles exercent des activités dans le secteur des services (90%); arrivent ensuite le secteur manufacturier (5,9%), la construction (3%), l'agriculture (1%) et les industries extractives (0,1%). Le Plan directeur 2012-2020 pour les PME a été lancé le 12 juillet 2012. Il sera axé sur une nouvelle approche du développement des PME pour accélérer la croissance de ces dernières par l'innovation et la productivité, et cela grâce aux diverses initiatives mises en œuvre dans le cadre de ce plan.

2.18. La mise en œuvre réussie de ce plan directeur devrait faire passer la contribution des PME au PIB à 41% (contre 32% en 2010), le taux d'emploi à 62% (contre 59% en 2010) et les exportations à 25% (contre 19% en 2010) d'ici à 2020.

#### Transformation du secteur des services

2.19. Le Conseil malaisien du développement des services (MSDC) a été établi le 16 janvier 2007 sous la présidence du Ministre du commerce extérieur et de l'industrie pour transformer le secteur des services en un secteur compétitif sur le plan mondial et conduire le développement économique du pays. Étant donné que le secteur des services relève de plusieurs ministères, le MSDC fonctionne comme une plate-forme pour suivre, examiner et résoudre les questions qui ont une influence sur le développement de ce secteur et fait participer les parties prenantes du gouvernement et du secteur.

2.20. La libéralisation progressive du secteur des services a entraîné un élargissement de la mission du MSDC, qui est désormais chargé de suivre la mise en œuvre de la réglementation dans les secteurs libéralisés pour assurer la cohérence des réglementations et atténuer les problèmes de mise en œuvre qui entravent le processus de libéralisation. Par ailleurs, le MSDC fournit des orientations stratégiques et des conseils pour les initiatives de renforcement des capacités des prestataires de services et met en œuvre des programmes visant à promouvoir les exportations et les investissements dans le secteur des services.

#### Comité de l'investissement

2.21. Le Comité de l'investissement (ICM), établi en octobre 2010, est coprésidé par le Ministre du commerce extérieur et de l'industrie et par le Président-Directeur général de la PEMANDU. Sa mission principale consiste à promouvoir et faciliter l'investissement global en vue d'atteindre l'objectif d'investissement de 160,3 milliards de ringgit par an fixé dans le cadre du Programme de transformation économique. L'ICM a également été chargé de suivre et de garantir la réalisation des objectifs suivants: une croissance économique de 6% et des investissements privés de 12,8%.

#### PEMUDAH

2.22. La Malaisie s'emploie activement à faciliter l'activité des entreprises avec le concours d'une équipe spéciale commune aux secteurs public et privé (PEMUDAH). Celle-ci identifie les obstacles, propose des solutions et cherche des moyens rapides et transparents de renforcer les processus de prise de décisions et de prestation de services du secteur public, ainsi que l'efficacité du secteur privé, et de créer et maintenir des conditions favorables à l'activité des entreprises afin de faire de la Malaisie un lieu privilégié et reconnu dans le monde entier pour faire des affaires.<sup>3</sup> Grâce à ces efforts continus appuyés par la PEMUDAH, la Malaisie s'est classée au 6<sup>ème</sup> rang mondial selon l'indice de facilité de faire des affaires dans le rapport Doing Business 2014 de la Banque mondiale. Les données de ce rapport sont basées sur des indicateurs concernant 10 domaines et portent sur 189 économies. La Malaisie figure en tête du classement pour ce qui est de l'obtention de prêts; elle occupe les quatrième et cinquième places pour ce qui est de la protection des investisseurs et du commerce transfrontalier, respectivement.

#### PEMANDU

2.23. La Section de l'exécution des projets et de la gestion des résultats (PEMANDU) a été établie officiellement le 16 septembre 2009 et relève du Département du Premier Ministre. Elle a principalement pour rôle et objectif de superviser, de faciliter et de soutenir la mise en œuvre du programme gouvernemental de transformation et du Programme de transformation économique, ainsi que d'orienter les efforts menés et d'évaluer les progrès accomplis dans le cadre de ces programmes.

2.24. La responsabilité de gérer de bout en bout la réalisation des objectifs dans les domaines de résultat clés au niveau national et au niveau ministériel et dans les domaines clés de l'économie incombe aux ministères compétents et au secteur privé, respectivement. La PEMANDU a été chargée de catalyser des changements importants dans les prestations des secteurs public et

<sup>3</sup> Adresse consultée: <http://www.pemudah.gov.my/documents/10124/37722/PEMUDAH+Booklet.pdf>.

privé, aider les ministères à diriger le processus de planification de la mise en œuvre et donner au Premier Ministre et aux ministres un point de vue indépendant sur les résultats obtenus et les progrès accomplis.

2.25. S'agissant du Programme de transformation économique, la PEMANDU a été chargée de faciliter la mise en œuvre des Projets sur les points d'entrée et la concrétisation des possibilités commerciales identifiées afin que la Malaisie devienne une nation à revenu élevé d'ici à 2020. Pour pouvoir s'acquitter effectivement de ses responsabilités, la PEMANDU réunit les plus hautes compétences de la fonction publique et du secteur privé.<sup>4</sup>

### 2.3 Système commercial multilatéral

2.26. En tant que nation commerçante, la Malaisie est tributaire du commerce international et de l'investissement étranger et attache une grande importance au rôle de l'OMC, à savoir faire en sorte que le système commercial multilatéral continue de favoriser la croissance et le développement. La Malaisie continue de participer activement aux travaux menés par l'OMC pour veiller à ce que les réglementations et mesures commerciales n'entraient pas les échanges et ne soient pas trop contraignantes ou restrictives. La Malaisie est fermement convaincue qu'un système commercial multilatéral fondé sur des règles dans le cadre de l'OMC est nécessaire pour préserver les intérêts des pays en développement, ainsi que pour garantir que le commerce mondial s'effectue de manière ordonnée.

2.27. La Malaisie poursuivra ses efforts en faveur d'une conclusion rapide des négociations du Cycle de Doha, car il en découlerait des avantages importants, non seulement pour la communauté commerciale mondiale dans son ensemble, mais aussi pour le renforcement des échanges entre pays en développement.

### 2.4 Évolution des ALE

#### Accords bilatéraux

2.28. Depuis le dernier examen, la Malaisie a signé et mis en œuvre six ALE, dont quatre au niveau bilatéral et deux au niveau régional.

2.29. L'Accord de libre-échange Malaisie-Chili (MCFTA) est entré en vigueur le 25 février 2012. Dans le cadre de cet accord, qui est le premier ALE de la Malaisie avec un pays d'Amérique latine, la Malaisie et le Chili ont procédé dès son entrée en vigueur à la première phase de réduction ou d'élimination tarifaire, qui concerne 89% et 90% des lignes tarifaires, respectivement, et deux autres phases sont prévues pour 2014 et 2016. Au 1<sup>er</sup> janvier 2016, le Chili aura éliminé les droits de douane appliqués à 98% des lignes tarifaires; quant à la Malaisie, elle aura éliminé les droits appliqués à 98% des lignes tarifaires et réduit et plafonné à 5% les droits appliqués à 525 lignes tarifaires (soit 5% de l'ensemble des lignes).

2.30. La Malaisie et l'Australie ont conclu les négociations relatives à l'Accord de libre-échange Malaisie-Australie (MAFTA) le 30 mars 2012. Il s'agit d'un accord global composé de 21 chapitres couvrant le commerce des marchandises, les services et l'investissement, ainsi que la coopération économique. Il couvre également les droits de propriété intellectuelle, le commerce électronique et la politique de la concurrence. Le MAFTA marque une autre étape importante dans les relations économiques entre la Malaisie et l'Australie, car il complète l'ALE déjà établi entre l'ASEAN, l'Australie et la Nouvelle-Zélande (AANZFTA). Dans le cadre du MAFTA et à l'entrée en vigueur de celui-ci le 1<sup>er</sup> janvier 2013, l'Australie a éliminé 100% de ses droits d'importation; de son côté, la Malaisie réduira ou éliminera progressivement, d'ici à 2020, les droits d'importation appliqués à 99% de ses lignes tarifaires.

2.31. L'Accord global de coopération économique Malaisie-Inde (MICECA) a été conclu le 24 septembre 2010 et est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2011. Cet accord global couvre le commerce des marchandises, le commerce des services, l'investissement et la circulation des personnes physiques. Les deux parties du MICECA relatives aux marchandises et aux services ont été examinées par le Comité du commerce et du développement le 16 septembre 2013 et par le

---

<sup>4</sup> Adresse consultée: <http://www.pemandu.gov.my>.

Comité des accords commerciaux régionaux (CACR) de l'OMC les 16 et 17 septembre 2013, respectivement.

2.32. La Malaisie et la Nouvelle-Zélande ont conclu un ALE bilatéral – l'ALE Malaisie-Nouvelle-Zélande (MNZFTA) le 30 mai 2009. Cet accord global a été signé le 26 octobre 2009 et est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2010. Il couvre le commerce des marchandises, les services, l'investissement et la coopération économique. Dans le cadre de cet accord, d'ici à 2016, la Nouvelle-Zélande libéralisera l'ensemble (soit 100%) de ses 7 288 lignes tarifaires en éliminant la totalité des droits de douane correspondants, alors que la Malaisie propose de réduire et d'éliminer progressivement les droits appliqués à 10 293 lignes tarifaires (soit 98,8% de l'ensemble de ses lignes). Le MNZFTA porte également sur les mesures non tarifaires, en particulier les obstacles techniques, y compris les mesures SPS strictes. Il a été examiné par le CACR de l'OMC le 10 septembre 2012.

2.33. Par ailleurs, la Malaisie négocie actuellement l'Accord de libre-échange Malaisie-Turquie (MTFTA) et l'Accord de libre-échange Malaisie-Union européenne (MEUFTA). Les négociations concernant le MTFTA ont été lancées le 31 mai 2010 et portent sur les chapitres relatifs à l'accès aux marchés et à la coopération. Les négociations concernant le MEUFTA ont débuté le 6 décembre 2010 et mobilisent 13 groupes de travail. Le MEUFTA est un ALE global qui couvre, entre autres, l'accès aux marchés pour les marchandises, les services, l'investissement, la politique de la concurrence, les droits de propriété intellectuelle, les marchés publics, ainsi que les questions de développement durable liées au travail et à l'environnement.

#### Accords commerciaux régionaux

2.34. La Malaisie a continué de bénéficier de son adhésion à l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). La zone de libre-échange de l'ASEAN (AFTA) est désormais établie et les États membres de l'ASEAN réduisent et éliminent les droits de douane intrarégionaux dans le cadre du Tarif préférentiel effectif commun (CEPT) pour l'AFTA. L'Accord relatif au CEPT a été remplacé par l'Accord sur le commerce de marchandises de l'ASEAN (ATIGA), qui est entré en vigueur le 17 mai 2010.

2.35. Le nouvel accord établit des règles strictes pour la mise en œuvre des engagements et le respect des obligations concernant l'élimination et la réduction des droits d'importation et la suppression des obstacles non tarifaires (ONT) dans le cadre de l'ASEAN. L'Accord prévoit également une plus grande transparence dans l'octroi de concessions et un cadre juridique solide qui permettra à l'ASEAN d'atteindre son objectif de libre circulation des marchandises dans la région, en vue de créer un marché et une base de production uniques d'ici à 2015.

2.36. Sur le plan extérieur, l'ASEAN a renforcé les liens avec ses partenaires signataires d'ALE, à savoir les États-Unis, la Fédération de Russie, l'Union européenne, la Corée et la Chine. Des travaux sont en cours en vue de réviser l'ALE ASEAN-Corée et l'ALE ASEAN-Chine pour tenir compte de l'accélération de la réduction et de l'élimination des droits de douane appliqués aux produits considérés comme sensibles.

2.37. Les relations économiques entre l'ASEAN et l'Union européenne ont été intensifiées et renforcées par l'établissement d'un ALE entre les deux entités en mai 2007. Un comité mixte composé de hauts fonctionnaires a été mis en place pour définir les modalités, le programme de travail et le calendrier relatifs à l'ALE. Six groupes d'experts ont été créés pour s'occuper des questions concernant les services et l'établissement/l'investissement, les règles d'origine, les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS), les obstacles techniques au commerce (OTC), les douanes et la facilitation des échanges, et le règlement des différends.

2.38. L'ALE entre l'ASEAN, l'Australie et la Nouvelle-Zélande (AANZFTA) est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2010; il vise à mieux sensibiliser les communautés commerciales des deux régions. Il s'agit d'un accord économique global basé sur un engagement unique qui élargit les possibilités en en créant de nouvelles pour les 600 millions d'habitants que comptent l'ASEAN, l'Australie et la Nouvelle-Zélande; ces dernières affichent une production économique combinée de 2 650 milliards

de dollars EU grâce à des politiques d'accès aux marchés et d'investissement plus libérales, plus favorables et plus transparentes entre les signataires de l'Accord.<sup>5</sup>

2.39. Au 17<sup>ème</sup> Sommet de l'ASEAN, tenu en octobre 2010, l'ASEAN et la République populaire de Chine ont signé le deuxième Protocole portant modification de l'Accord sur le commerce des marchandises de l'Accord-cadre sur la coopération économique globale entre l'ASEAN et la Chine. De nombreuses initiatives de renforcement des capacités ont été menées au titre du Fonds de coopération ASEAN-Chine, comme le Forum sur le développement des PME. L'ASEAN et la République populaire de Chine s'emploient à simplifier les procédures douanières et à renforcer la coopération en ce qui concerne les normes techniques relatives à l'inspection et à la quarantaine.

2.40. Le nouveau Plan d'action 2011-2015 pour la mise en œuvre du partenariat stratégique pour la paix et la prospérité entre l'ASEAN et la Corée a été adopté au 13<sup>ème</sup> Sommet ASEAN-Corée, organisé à Hanoï en octobre 2010. Les participants au Sommet ont également renouvelé leur engagement d'accroître les échanges bilatéraux pour que ceux-ci représentent 150 milliards de dollars EU d'ici à 2015 grâce à la pleine mise en œuvre de l'ALE ASEAN-Corée (AKFTA) en 2010. Le 15 novembre 2010, le gouvernement de la Malaisie (MITI) et la République de Corée (Service coréen des douanes) ont signé un mémorandum d'accord sur la gestion de l'assistance administrative mutuelle et de la coopération en matière de certification et de vérification de l'origine dans le cadre de l'Accord sur le commerce des marchandises.

2.41. En octobre 2010, les participants au deuxième Sommet ASEAN-Russie ont adopté la Déclaration conjointe visant à approfondir et à renforcer le dialogue entre l'ASEAN et la Russie. Les dirigeants ont demandé aux Ministres de l'économie et aux fonctionnaires de l'ASEAN et de la Russie d'élaborer une feuille de route globale pour la coopération économique afin de renforcer la coopération entre l'ASEAN et la Russie sur les plans de l'industrie, du développement des PME, de la recherche-développement et de la participation du secteur privé.

2.42. L'une des principales initiatives menées en 2010 a été l'envoi d'une mission composée des ministres de l'économie de l'ASEAN à Seattle et à Washington (États-Unis) du 3 au 8 mai 2010. La mission a réussi à mieux faire connaître la région auprès des dirigeants politiques, des chefs d'entreprise et des instituts de recherche aux États-Unis. Les Ministres de l'ASEAN ont rencontré plusieurs dirigeants importants, y compris le Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales. Plusieurs domaines de collaboration ont été identifiés, y compris la facilitation des échanges, le commerce et la finance, la collaboration entre les banques Exim de l'ASEAN et les États-Unis, et le dialogue entre le gouvernement et les entreprises. Outre la mission aux États-Unis, les Ministres de l'économie de l'ASEAN ont rencontré, en août 2010, les dirigeants d'entreprise du Conseil des entreprises États-Unis-ASEAN à Danang (Viet Nam). L'Export-Import Bank des États-Unis a signé un mémorandum d'accord en matière de coopération avec les chambres de commerce et d'industrie de la Malaisie, des Philippines et de Singapour.

2.43. L'Accord sur les services et l'Accord sur l'investissement entre l'ASEAN et l'Inde ont été conclus et entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2014. Toutefois, les négociations se poursuivent pour achever les chapitres relatifs aux services et à l'investissement devant être incorporés à l'Accord de partenariat économique global ASEAN-Japon.

2.44. Des réunions ont été organisées en mai et septembre 2013 dans le cadre du Partenariat économique régional global (RCEP). Trois groupes de travail sur les marchandises, les services et l'investissement ont été créés; ils doivent se réunir pour la troisième fois en Malaisie en janvier 2014 pour examiner les règles d'origine, les DPI, la politique de la concurrence et la création de sous-groupes de travail sur les douanes, les mesures SPS et les OTC.

#### Dimension multilatérale

2.45. La Malaisie fait partie des 12 pays qui participent aux négociations sur le Partenariat transpacifique (TPP). Les onze autres pays sont l'Australie, le Brunéi Darussalam, le Canada, le Chili, les États-Unis, le Japon, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour et le Viet Nam. La Malaisie est entrée dans les négociations lors du troisième cycle, le 5 octobre 2010.

---

<sup>5</sup> Adresse consultée: <http://aanzfta.asean.org/>.

2.46. Le gouvernement considère le TPP comme une initiative importante pour élargir les possibilités d'accès aux marchés, renforcer l'avantage concurrentiel de la Malaisie, renforcer la confiance des investisseurs grâce à un régime d'investissement prévisible et transparent pour l'investissement étranger et renforcer les capacités. Le TPP permettra également à la Malaisie de participer pleinement à l'approfondissement de l'intégration économique de la région Asie-Pacifique; la Malaisie pourrait alors collaborer de façon plus concrète avec des partenaires commerciaux tels que les États-Unis, le Canada, le Mexique et le Pérou, avec lesquels elle ne dispose, pour l'instant, d'aucun cadre structuré d'accords commerciaux.

2.47. À long terme, le TPP offrira l'avantage de faire baisser le coût des marchandises et d'accroître l'efficacité de la production grâce à la concurrence et aux économies d'échelle. La conclusion du TPP donnera lieu à un marché sans précédent de 793 millions de personnes et à un PIB combiné de 27 500 milliards de dollars EU. Cela dépasse de loin le marché intérieur limité de 29,5 millions de personnes et le PIB de 300 milliards de dollars EU de la Malaisie. Grâce au TPP, la Malaisie entend créer de nouvelles possibilités de marché et ouvrir de nouveaux horizons pour que les Malaisiens passent à l'offensive et profitent du marché international.

## 2.5 ASEAN

### Communauté économique de l'ASEAN (AEC)

2.48. En matière d'intégration régionale, la priorité de la Malaisie et des autres États membres de l'ASEAN est de poursuivre la mise en œuvre des mesures du schéma directeur de la Communauté économique de l'ASEAN (AEC) afin de créer une région hautement intégrée et compétitive. Depuis la mise en application dudit schéma en 2008 et jusqu'en juillet 2013, l'ASEAN a collectivement mis en œuvre 79,5% des mesures de l'AEC. Pendant la même période, la Malaisie a mis en œuvre 88% des 331 mesures de l'AEC. Les États membres de l'ASEAN s'efforcent de mettre en œuvre l'ensemble des mesures d'ici à 2015.

2.49. Les principales difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des mesures de l'AEC restantes concernent la ratification en temps utile des accords/protocoles de l'ASEAN, ce qui a une incidence sur leur entrée en vigueur, l'harmonisation des initiatives régionales avec les lois et réglementations intérieures, et les obstacles nationaux à la mise en œuvre des engagements régionaux et spécifiques aux pays.

2.50. La Malaisie présidera le Sommet de l'ASEAN en 2015, année qui verra l'établissement de l'AEC. La présidence de la Malaisie est donc cruciale pour s'assurer que les initiatives prioritaires pour l'AEC sont en place et que l'intégration économique se poursuivra de manière harmonieuse au-delà de 2015. À cette fin, l'ASEAN a récemment commandé deux études, une étude conjointe de l'Institut de recherche économique pour l'ASEAN et l'Asie de l'Est (ERIA) et de l'École d'études internationales S. Rajaratnam (RSIS) et une autre de l'Institut du sud-est asiatique (ISEAS), qui doivent proposer des cadres possibles pour améliorer l'intégration à l'avenir. Les recommandations feront fond sur les résultats attendus du schéma directeur de l'AEC.

### Connectivité de l'ASEAN

2.51. La Malaisie est à l'avant-garde des pays qui préconisent que l'ASEAN accélère ses travaux visant à identifier et éliminer les ONT. Les initiatives prises incluent la réorganisation de la base de données des mesures non tarifaires de l'ASEAN en fonction de la nouvelle classification de la CNUCED et l'établissement d'un organisme interinstitutions au niveau national dans chaque État membre de l'ASEAN.

2.52. Outre l'élimination des ONT entravant le commerce des marchandises, l'ASEAN s'attache à supprimer les obstacles et les restrictions au commerce des services. Cette initiative de libéralisation est mise en œuvre progressivement au titre de l'Accord-cadre de l'ASEAN sur les services (AFAS) sous la forme de dix ensembles de mesures, le premier datant de 1995. La libéralisation concerne 128 sous-secteurs de services, dont les transports aériens, les services financiers, les transports et la logistique, le secteur commercial, la construction, le tourisme, les équipements récréatifs, l'hôtellerie, les parcs à thème, la restauration, la distribution de gros et de détail, les services de santé, les hôpitaux privés et les services médicaux, et les services de Conseil. À ce jour, l'ASEAN a mis en œuvre huit ensembles de mesures; la mise en œuvre des

deux derniers ensembles doit être achevée d'ici à 2013 et 2015, respectivement. Dans le cadre du 8<sup>ème</sup> ensemble de mesures relevant de l'AFAS, signé par les Ministres de l'économie de l'ASEAN en octobre 2010, la Malaisie a libéralisé 96 sous-secteurs. L'ASEAN a également signé sept arrangements de reconnaissance mutuelle dans les secteurs de l'ingénierie, de la comptabilité, de l'architecture, de la prospection, des soins dentaires, des services d'infirmières et des services médicaux pour compléter l'initiative de libéralisation en facilitant davantage la circulation des professionnels du secteur des services.

2.53. La Malaisie et les autres membres de l'ASEAN ont déployé des efforts continus pour rendre opérationnel le guichet unique de l'ASEAN afin d'accélérer le dédouanement. La Malaisie et six autres pays membres de l'ASEAN ont testé avec succès la connectivité du portail du guichet unique de l'ASEAN, qui permet la transmission du formulaire D et du document de déclaration en douane de l'ASEAN au titre de l'ATIGA en utilisant des données d'essais; par ailleurs, des progrès sont faits en vue de l'établissement du cadre juridique régissant la mise en œuvre du guichet unique de l'ASEAN.

## 2.6 Coopération économique Asie-Pacifique

2.54. La Malaisie continue de participer activement aux activités de l'APEC afin de renforcer ses liens en matière de commerce et d'investissement, ainsi que sa coopération technique et économique. En 2012, l'APEC représentait 76,3% du commerce total du pays: 77% des exportations totales et 75,5% des importations totales. En termes de contribution à l'IED, l'APEC a contribué pour 51,3% à l'IED en Malaisie. Dans le seul secteur manufacturier, l'IED issu de pays de l'APEC a atteint 9,9 milliards de ringgit, soit 47,4% du total des investissements en 2012.

2.55. En collaborant avec les économies de l'APEC, la Malaisie cherche à faciliter le commerce et l'investissement et à réduire le coût de l'activité commerciale. Parmi les mesures adoptées figurent la réduction des droits de douane et des ONT, la simplification de la réglementation des activités commerciales, l'amélioration de l'accès aux renseignements sur les mesures agissant sur les opérations commerciales dans le secteur des services grâce à des bases de données facilement accessibles par les entreprises, l'amélioration de la mobilité des voyageurs d'affaires grâce au programme de Carte de voyage d'affaires de l'APEC (ABTC), ainsi que le renforcement de la connectivité de la chaîne d'approvisionnement transfrontalière en améliorant les réseaux logistiques et de transport. Les initiatives importantes menées dans le domaine de la facilitation des échanges pour répondre aux questions liées à la chaîne d'approvisionnement incluent la mise en œuvre effective du programme concernant les opérateurs économiques agréés (OEA) et la réalisation d'une étude sur le temps nécessaire à la mainlevée pour améliorer la performance logistique de la chaîne d'approvisionnement.

2.56. Afin d'améliorer encore les conditions de l'activité des entreprises, l'APEC a identifié des domaines prioritaires de réforme de la réglementation sur la base des indicateurs de l'indice de facilité de faire des affaires de la Banque mondiale. Ces indicateurs incluent les suivants: création d'entreprise, obtention de prêts, commerce transfrontalier, exécution des contrats et octroi de permis de construire. La Malaisie a également participé activement à la finalisation de la Liste de biens environnementaux et est attachée à honorer son engagement d'ici à 2015. En outre, en 2013, la Malaisie a joué un rôle actif pour améliorer le climat de l'investissement et faciliter les partenariats public-privé en matière de développement des infrastructures et d'investissement dans la région Asie-Pacifique.

## 3 POLITIQUES SECTORIELLES

### 3.1 Secteur manufacturier

3.1. Pendant la période considérée, le secteur manufacturier est resté l'un des secteurs qui ont le plus contribué à la croissance économique. Toutefois, après avoir été le principal moteur de croissance de la Malaisie pendant des décennies, le secteur manufacturier est en voie de transformation et de restructuration. Le pays passe d'une économie basée sur les ressources à une économie basée sur des industries de haute technologie, fondées sur le savoir et à forte intensité de capital, comme les dispositifs médicaux et les technologies vertes. Le Programme de transformation économique a permis d'identifier les domaines clés de l'économie liés au secteur manufacturier qui nécessitent un développement et un soutien ciblés. Il vise à renforcer les



sous-secteurs à forte valeur ajoutée tels que l'éclairage par LED, les panneaux solaires et la fabrication de médicaments génériques.

3.2. En 2012, l'incertitude qui caractérisait l'économie mondiale a continué d'agir sur l'environnement extérieur, faisant diminuer la demande de produits manufacturés. Des facteurs tels que la crise de la dette souveraine en Europe, la falaise budgétaire aux États-Unis et la stagnation de l'économie au Japon ont eu des conséquences sur les résultats à l'exportation de produits manufacturés. Malgré ces difficultés, le secteur manufacturier a enregistré une croissance régulière de 4,8% en 2012, ce qui représente une forte augmentation par rapport à 2008, où le taux de croissance était de 0,8%. Ce secteur a contribué pour 24,9% à la croissance du PIB en 2012, la deuxième contribution la plus importante après celle du secteur des services.

3.3. Alors que la Malaisie devient peu à peu une nation à revenu élevé, l'accent est mis sur la promotion des investissements de qualité. En raison de l'incertitude qui régnait au niveau mondial en 2012, la plupart des sous-secteurs ont enregistré une diminution des investissements, en particulier en ce qui concerne les équipements de transport et les produits chimiques et pétrochimiques. En 2012, la MIDA a approuvé un total de 804 projets liés au secteur manufacturier pour un montant évalué à 41 milliards de ringgit; à titre de comparaison, en 2008, 919 projets de ce type bénéficiaient d'investissements de 62,8 milliards de ringgit, dont 20,8 milliards provenaient d'investissements étrangers et 20,2 milliards provenaient d'investissements de sources nationales. Le secteur manufacturier devrait progresser de 4,9% en 2013 grâce à la reprise de la demande mondiale. L'accent sera mis sur la promotion de l'investissement, aussi bien intérieur qu'étranger.

3.4. Le gouvernement s'est engagé à transformer l'industrie automobile malaisienne en pôle de production de la région de l'ASEAN d'ici à 2020. Une révision de la Politique automobile nationale (NAP) est en cours; son but est de renforcer les politiques et mesures visant à réaliser les objectifs définis dans la NAP de 2006 et à l'issue de l'examen de la NAP de 2009, ainsi que de préparer l'industrie locale à surmonter les nouvelles difficultés et à répondre aux nouvelles exigences de l'industrie automobile mondiale.

### 3.2 Secteur agricole

3.5. La Malaisie a identifié le secteur agricole comme l'un des domaines clés de l'économie au titre du Programme de transformation économique.<sup>6</sup> Ce secteur contribue essentiellement à assurer l'emploi dans les régions rurales, élever les revenus des populations de ces régions et garantir la sécurité alimentaire du pays.<sup>7</sup>

3.6. Dans le cadre de ce programme, le gouvernement envisage de transformer le secteur agricole en passant, d'ici à 2020, d'un système parcellaire constitué de petites exploitations à une agro-industrie à grande échelle, intégrée et constituée de groupements d'exploitations, d'un secteur axé sur la production à un secteur axé sur le marché, et de produits à faible valeur ajoutée à des produits à forte valeur ajoutée. En 2012, le secteur agricole a contribué au PIB pour 7,3%, soit 54,8 milliards de ringgit.

3.7. La Politique agroalimentaire nationale (NAP) décennale a été approuvée par le Cabinet le 28 septembre 2011 et a été lancée le 14 janvier 2012. Elle vise essentiellement à améliorer l'efficacité des industries agroalimentaires le long de la chaîne de valeur. Sept stratégies sont définies dans le cadre de la NAP:

- i. garantir la sécurité alimentaire du pays;
- ii. accroître la contribution de l'industrie agroalimentaire;
- iii. compléter la chaîne de valeur;
- iv. valoriser le capital humain;

<sup>6</sup> Domaine clé de l'économie. Adresse consultée: "<http://www.moa.gov.my/web/quest.nkea-sektor-pertanian>".

<sup>7</sup> Programme de transformation économique: Feuille de route pour la Malaisie – Chapitre 15, page 513.



- v. renforcer les activités de recherche-développement, l'innovation et l'utilisation de la technologie;
- vi. créer des conditions favorables à l'activité des entreprises du secteur privé; et
- vii. renforcer le système de distribution.

3.8. La NAP met également l'accent sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires et la nutrition par la mise en œuvre des bonnes pratiques agricoles, des bonnes pratiques de fabrication et du système d'analyse des risques et de maîtrise des points critiques (HACCP). Cette mise en œuvre sera progressivement étendue à l'ensemble des parcs permanents de production alimentaire et des zones industrielles d'aquaculture, puis aux autres exploitations commerciales.

3.9. Les Services malaisiens de quarantaine et d'inspection (MAQIS) ont été établis en 2011 sous la forme d'un département du Ministère de l'agriculture et de l'agro-industrie pour fournir des services intégrés concernant la quarantaine, l'inspection et l'application de la réglementation aux points d'entrée et dans les locaux et stations de quarantaine, et la certification pour l'importation et l'exportation de végétaux, d'animaux, de carcasses, de poisson, de produits agricoles, de terre et de micro-organismes, y compris l'inspection des produits alimentaires, l'application de la réglementation concernant ces produits et les questions y relatives. Les MAQIS visent à:

- i. garantir que la production agricole nationale de végétaux, d'animaux et de poisson est exempte de parasites, de maladies et de contaminants grâce à la quarantaine, à l'inspection et à une meilleure application de la réglementation;
- ii. garantir que les végétaux, les animaux, les carcasses, le poisson, les produits agricoles, la terre, les micro-organismes et les produits alimentaires importés et exportés sont conformes aux prescriptions sanitaires concernant les personnes, les animaux, les végétaux et le poisson, et aux normes en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires au regard des lois écrites assurant le respect de la réglementation aux points d'entrée et dans les stations et locaux de quarantaine;
- iii. aider les exportateurs à résoudre les problèmes d'accès aux marchés et à se conformer aux prescriptions du pays importateur grâce à des services intégrés; et
- iv. améliorer les services de distribution aux consommateurs grâce à des sources plus efficaces et mieux intégrées.<sup>8</sup>

3.10. Créée le 18 septembre 2006, la Société de développement de l'industrie du halal (HDC) a été chargée de donner un nouvel élan au programme pour l'élaboration de normes, le renforcement des marques et le développement commercial et industriel relatifs aux produits halal. Le Département du développement islamique de Malaisie (JAKIM) a élaboré le Protocole malaisien applicable aux produits de viande et de volaille halal afin de fournir des lignes directrices claires pour la production de viandes et de volailles halal. Ce protocole vise à faciliter la mise en œuvre des prescriptions de la Malaisie relatives aux viandes et aux volailles halal et à leurs produits. Il s'applique à tous les établissements produisant des viandes et des volailles halal et leurs produits, y compris ceux qui exportent vers la Malaisie conformément à la Loi de 1953 sur les animaux (révisée en 2006).

### 3.3 Secteur des services

#### Libéralisation autonome

3.11. Pendant la période considérée, le secteur des services est resté celui qui a le plus contribué au produit intérieur brut (PIB), avec en 2010 une part de 53,2%. Les services autres que ceux des administrations publiques ont contribué pour 46% au PIB, alors que les services des administrations publiques y ont contribué pour 7,2%. En 2010, l'investissement total dans le secteur des services s'est chiffré à 36,74 milliards de ringgit et le commerce des services, à 207,2 milliards de ringgit. En 2011 et 2012, la part du secteur des services dans le PIB était de

---

<sup>8</sup> Adresse consultée: <http://www.maqis.gov.my/>.

54,1% et 54,6%, respectivement. En 2013, elle était de 54,9% (janvier-juin). L'investissement total dans ce secteur a atteint 70,4 milliards de ringgit en 2011, 122,91 milliards en 2012 et 58,1 milliards en 2013 (janvier-juin). Le commerce des services s'est chiffré à 227,5 milliards de ringgit en 2011, 248 milliards en 2012 et 127,7 milliards en 2013 (janvier-juin).

3.12. Le 7 octobre 2011, dans son discours de présentation du budget 2012, le gouvernement a annoncé la libéralisation de 18 autres sous-secteurs de services en 2012 dans le but d'attirer l'investissement étranger. Cette initiative s'ajoute à l'initiative de libéralisation autonome dont ont fait l'objet 27 sous-secteurs de services en 2009 et qui a été notifiée lors du précédent examen. Ces 18 sous-secteurs incluent les services de courriers, les services d'enseignement secondaire technique et professionnel, les services d'enseignement secondaire technique et professionnel destinés aux étudiants ayant des besoins spéciaux, les services de formation, les grands magasins et magasins spécialisés, les services d'incinération, et les services comptables et de conseil fiscal. Ils ont été identifiés comme des sous-secteurs à fort impact économique pouvant soutenir et faciliter la mise en œuvre du Programme de transformation économique de la Malaisie.

3.13. En outre, cette initiative contribuerait à créer un environnement dynamique et concurrentiel pour l'activité des entreprises, en particulier dans les sous-secteurs de services qui contribuent le plus à une croissance économique durable. Avec cette seconde vague de libéralisation concernant les services, le gouvernement entend renforcer la croissance dans les secteurs clés grâce à leur expansion ou à la collaboration entre prestataires de services nationaux et étrangers. Cela contribuera alors à créer un environnement concurrentiel et favorable pour les prestataires de services nationaux, qui pourront renforcer leurs connaissances et leurs compétences et accéder aux dernières innovations et connaissances technologiques grâce aux contacts et aux synergies avec leurs partenaires étrangers ou avec les prestataires de services étrangers.

3.14. Pour compléter les initiatives de libéralisation, le gouvernement a entrepris un examen des lois et réglementations intérieures qui régissent les sous-secteurs concernés afin de les rendre cohérentes et de les simplifier pour qu'elles contribuent à la bonne réalisation de l'objectif de libéralisation. Le gouvernement a également mené régulièrement des programmes de renforcement des capacités à l'intention des prestataires de services, ainsi que des sessions d'échange de renseignements concernant l'exportation et l'investissement avec les parties prenantes, et n'a cessé d'améliorer la collecte et l'analyse des données concernant les services.

#### Secteur des services financiers

##### *Banque et assurance*

3.15. Le secteur financier de la Malaisie reste solide, la stabilité financière du pays ayant été préservée depuis le dernier examen. L'adoption de la Loi de 2013 sur les services financiers et de la Loi de 2013 sur les services financiers islamiques, qui sont entrées en vigueur en juin 2013 en même temps que les modifications apportées en conséquence à la Loi de 2009 sur la Banque centrale de Malaisie, a encore renforcé le cadre réglementaire et de surveillance du système financier malaisien. Par ailleurs, les nouvelles lois rendent la mise en œuvre et l'administration de la législation plus claires et plus transparentes; elles sont clairement axées sur le respect et la gestion de la charia dans le secteur financier islamique, sur le renforcement des prescriptions concernant les pratiques commerciales et la protection des consommateurs, ainsi que sur le renforcement des dispositions relatives à l'efficacité et à la rapidité de l'intervention des autorités de surveillance.

3.16. Le schéma d'orientation du secteur financier 2011-2020 (schéma d'orientation) fait fond sur la réussite du précédent Plan directeur pour le secteur financier (FSMP) et va au-delà de l'approche sectorielle de ce dernier; il est basé sur une approche plus intégrée qui reflète un secteur financier caractérisé par des liens plus étroits entre les différents sous-secteurs du système financier. Le schéma d'orientation donne aux acteurs du système financier un rôle plus important dans la réalisation de l'objectif visé, à savoir un système financier plus concurrentiel, plus dynamique, plus inclusif, plus diversifié et plus intégré. Il est axé sur les neuf domaines ci-après et vise à développer davantage le secteur financier tout en faisant en sorte de préserver la stabilité financière à tout moment: i) intermédiation efficace pour une économie à forte valeur ajoutée et à revenu élevé; ii) développement de marchés financiers actifs et dynamiques; iii) inclusion financière pour une prospérité plus largement partagée; iv) renforcement de l'intégration

financière régionale et internationale; v) internationalisation de la finance islamique; vi) renforcement du régime réglementaire et de surveillance pour préserver la stabilité du système financier; vii) paiements électroniques pour une plus grande efficacité économique; viii) autonomisation des consommateurs; et ix) développement des compétences dans le secteur financier.

3.17. Depuis le dernier examen, la libéralisation progressive du secteur financier national a également contribué à la plus grande diversification du système financier grâce à l'augmentation de la présence étrangère dans le secteur bancaire et des assurances et dans le secteur *takaful*. En octobre 2013, sur 43 banques commerciales (aussi bien traditionnelles qu'islamiques), 25 sont à capital entièrement étranger. Dans le secteur des assurances et le secteur *takaful*, 22 des 55 établissements sont à capital étranger. Pour l'avenir, comme prévu dans le schéma d'orientation ainsi que dans la Loi de 2013 sur les services financiers et dans la Loi de 2013 sur les services financiers islamiques, les politiques relatives aux investissements étrangers réalisés dans le secteur financier par la délivrance de nouvelles licences ou l'acquisition de titres de participation en Malaisie seront guidées par deux considérations essentielles, à savoir des critères prudentiels et des "critères relatifs à l'intérêt bien compris de la Malaisie".

#### *Secteur du marché des capitaux*

3.18. Dans le cadre du premier Plan directeur pour le marché des capitaux (CMP 1), la Malaisie a libéralisé son marché des capitaux au cours de la dernière décennie en facilitant la collecte de fonds au niveau international, la cotation en bourse, la participation, l'accès et l'investissement à l'étranger. Dans le cadre du deuxième Plan directeur pour le marché des capitaux (CMP 2), lancé en avril 2011, la croissance future du marché des capitaux de la Malaisie dépendra de plus en plus des stratégies d'internationalisation adoptées pour maximiser la participation internationale et renforcer la capacité à se développer et à exploiter les possibilités commerciales.

3.19. Le CMP 2 entre dans le cadre d'efforts collectifs et coordonnés destinés à dynamiser l'économie malaisienne en renforçant le rôle du marché des capitaux dans le financement du développement du pays. Les stratégies de croissance définies dans le CMP 2 visent à créer un environnement favorable pour promouvoir la diversité et l'innovation en ce qui concerne les conditions de l'intermédiation et faire naître de nouvelles possibilités de croissance. Le CMP 2 définit également des stratégies de gouvernance visant à garantir une surveillance réglementaire efficace et une participation active des actionnaires pour renforcer la confiance dans l'intégrité et la solidité du marché des capitaux de la Malaisie. Le CMP 2 accorde autant d'importance aux objectifs de croissance qu'aux objectifs de gouvernance, le but étant de garantir que le marché malaisien des capitaux continue d'être bien réglementé et que ses acteurs renforcent leurs capacités et leurs normes professionnelles et développent un sens aigu des responsabilités dans l'intérêt de leurs consommateurs.

3.20. La Commission des opérations de bourse poursuit ses efforts pour développer les opérations transfrontières avec d'autres juridictions. Entre autres choses, plusieurs initiatives importantes ont été menées dans le cadre du Forum des marchés de capitaux de l'ASEAN (ACMF) au titre du plan pour l'intégration régionale des marchés de capitaux, qui a été approuvé par les Ministres des finances de l'ASEAN en 2009.

3.21. Sur le marché des capitaux, la participation étrangère continue d'être libéralisée au titre du CMP 2. En 2011, la Commission des opérations de bourse avait levé l'ensemble des restrictions à la participation étrangère au capital des sociétés de courtage. Dans le cadre de cette récente mesure de libéralisation, toutes les restrictions à la participation étrangère qui existaient sur le marché des capitaux ont été levées, sauf en ce qui concerne la participation étrangère au capital des sociétés de gestion de fonds communs de placement et des agences de notation de crédit, qui est restée limitée à 70% et 49%, respectivement.

3.22. Depuis la crise financière de 1997, la réforme du gouvernement d'entreprise est et reste une priorité pour la Malaisie. Pour preuve, le gouvernement d'entreprise continue d'occuper une place importante dans le CMP 2, car il s'inscrit dans le cadre des stratégies de gouvernance définies dans ce dernier. Le CMP 2 préconise de renforcer l'efficacité de la réglementation relative au gouvernement d'entreprise en adoptant des approches globales visant à promouvoir une gestion

améliorée, une participation plus active des actionnaires et un renforcement des responsabilités en matière de filtrage.

3.23. La Commission des opérations de bourse a mis en place le schéma directeur sur le gouvernement d'entreprise (schéma directeur), un plan quinquennal destiné à améliorer encore les normes relatives au gouvernement d'entreprise en Malaisie. Ce schéma directeur vise à renforcer l'autodiscipline et la discipline de marché, et à promouvoir l'internationalisation de la culture du gouvernement d'entreprise. L'adoption ultérieure du Code malaisien sur le gouvernement d'entreprise 2012 a été le premier résultat important obtenu après la mise en œuvre du schéma directeur.

3.24. Le rapport Corporate Governance Watch 2012 indique que la Malaisie a amélioré son classement parmi les pays de la région Asie-Pacifique; elle a en effet gagné deux places en remontant de la sixième place, occupée en 2010, à la quatrième place. Ce rapport est le résultat d'une étude réalisée par l'Association asiatique pour le gouvernement d'entreprise en collaboration avec CLSA Asia-Pacific Markets (ACGA-CLSA). La publication biennale Corporate Governance Watch fait état de la situation concernant le gouvernement d'entreprise dans onze nations asiatiques depuis 2000.

3.25. Dans le rapport, l'amélioration du classement de la Malaisie en ce qui concerne le gouvernement d'entreprise est attribué, entre autres, à la publication du schéma directeur 2011 sur le gouvernement d'entreprise, un document quinquennal établi par la Malaisie, et au fait que cette dernière soit l'un des quelques marchés asiatiques ayant procédé à un remaniement profond de leur code sur le gouvernement d'entreprise afin que les normes que doivent respecter les conseils d'administration soient conformes aux normes internationales. D'après le rapport, la culture du gouvernement d'entreprise s'est améliorée en Malaisie et il semble que les entreprises montrent une volonté croissante d'améliorer leurs pratiques en la matière; en outre, contrairement à deux ans auparavant (en 2010), il semble que ce sont les entreprises plutôt que le gouvernement qui font évoluer la situation du pays en matière de gouvernement d'entreprise.

3.26. Pendant les dix années qui suivront la conclusion du CMP 1, le CMP 2 continuera d'orienter le développement du marché malaisien des capitaux tout en répondant aux difficultés qui se poseront au cours de cette décennie et en transformant la dynamique de la concurrence sur ce marché.

## **4 AUTRES POLITIQUES INTÉRIEURES**

### **4.1 Loi de 2010 sur la concurrence**

4.1. La Loi de 2010 sur la concurrence est conforme au nouveau modèle économique présenté en 2010 par le Premier Ministre et qui vise à doubler le revenu par habitant de la Malaisie d'ici à 2020 grâce à la mise en œuvre de huit initiatives de réforme stratégiques, dont l'une concerne la concurrence.

4.2. La Commission de la concurrence de la Malaisie est chargée de faire respecter cette loi, qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2012. La Loi établit un cadre réglementaire pour lutter contre les manipulations de marché et les pratiques de cartel. Elle vise à promouvoir un environnement concurrentiel et à renforcer la confiance des investisseurs étrangers dans les pratiques commerciales du pays.

4.3. La Loi de 2010 sur la concurrence régit les activités commerciales menées en Malaisie ou à l'étranger qui agissent sur la concurrence exercée sur tout marché malaisien en interdisant les accords anticoncurrentiels et l'abus de position dominante sur le marché.

4.4. Les activités ci-après ne sont pas visées par la Loi de 2010 sur la concurrence:

- i. activités qui impliquent l'exercice de l'autorité gouvernementale;
- ii. activités menées à des fins de solidarité; et

- iii. acquisition de marchandises ou de services non destinés à la revente ou au réapprovisionnement.

4.5. La Loi ne vise pas non plus les activités commerciales régies par la Loi de 1998 sur les communications et le multimédia et par la Loi de 2001 sur la Commission de l'énergie.

4.6. Les entreprises dont il est constaté qu'elles ne respectent pas les interdictions prévues par la Loi de 2010 sur la concurrence peuvent se voir imposer des sanctions financières allant jusqu'à 10% du chiffre d'affaires réalisé par ces entreprises au niveau mondial pendant la période pendant laquelle elles étaient en infraction.

## **4.2 Loi de 2010 sur le commerce stratégique**

4.7. La Loi sur le commerce stratégique (STA) a été approuvée en juin 2010. Sa promulgation va de pair avec l'engagement pris par la Malaisie de se conformer à la Résolution 1540 du Conseil de sécurité des Nations Unies. La Loi vise à endiguer la prolifération des armes de destruction massive par le contrôle de l'exportation, du transit, du transbordement et du courtage des produits stratégiques. La Malaisie est le deuxième pays de l'ASEAN à adopter une loi de portée générale sur le contrôle des exportations.

4.8. Le Secrétariat du commerce stratégique (STS) a été établi au sein du MITI comme point focal pour la mise en œuvre de la Loi de 2010 sur le commerce stratégique. Pendant la première phase de mise en œuvre, les efforts étaient axés sur la conduite de programmes de sensibilisation auprès des principaux exportateurs et associations professionnelles; ces programmes étaient menés sous la forme de séminaires, d'ateliers et de réunions d'information, avec l'appui des grands médias et d'Internet. Leur mise en œuvre se poursuit et ils visent aujourd'hui plus spécifiquement à aider les négociants à comprendre l'applicabilité de la loi susmentionnée et à aider le secteur à se conformer à cette loi.

4.9. Le système de demande de permis en ligne a été mis en place pour rester en phase avec l'évolution rapide des conditions de l'activité des entreprises et faciliter l'accès aux renseignements et le partage de renseignements par les Douanes royales malaisiennes grâce au système d'information douanière. Par ailleurs, le Secrétariat mène un dialogue et des consultations fréquentes avec les organismes chargés de faire respecter les lois et avec les autres organismes publics compétents pour veiller à ce que la Loi de 2010 sur le commerce stratégique soit appliquée de manière cohérente et transparente. Il s'est engagé à faciliter les échanges sans compromettre la responsabilité de la communauté commerciale et des autorités de garantir la sûreté et la sécurité du commerce.

## **5 VOIE À SUIVRE**

5.1. Le gouvernement de la Malaisie maintiendra son engagement de faire tout son possible pour parvenir à une économie avancée à revenu élevé d'ici à 2020. Cela se traduira par la mise en œuvre des initiatives stratégiques définies dans le cadre du 10<sup>ème</sup> m pour atteindre les objectifs fixés. En 2014, l'économie malaisienne devrait progresser grâce à une forte demande intérieure et à une évolution positive dans le secteur extérieur du fait de l'augmentation attendue de la compétitivité des produits d'exportation. Le gouvernement continuera de renforcer l'intégration économique et commerciale par la libéralisation aux niveaux multilatéral, régional et bilatéral, alors que le secteur privé restera un moteur de croissance.

5.2. En outre, les entreprises seront encouragées à adopter et à respecter les normes et prescriptions internationales en matière de qualité, de sécurité et d'environnement afin d'améliorer l'accès aux marchés pour leurs produits et services.

5.3. Tout en s'employant à renforcer le système commercial multilatéral et à libéraliser encore les échanges par le biais de négociations multilatérales, le gouvernement malaisien mène une politique commerciale régionale et bilatérale active pour libéraliser davantage les échanges en concluant des ALE avec ses principaux partenaires commerciaux. S'agissant des ALE régionaux et bilatéraux en cours de négociation, le gouvernement fera tout son possible pour les conclure en temps opportun conformément aux objectifs de toutes les parties.

5.4. Compte tenu de l'évolution de la situation mondiale et régionale, le gouvernement de la Malaisie adoptera une approche écosystémique pour promouvoir le développement du secteur des services comme nouveau moteur de croissance et accélérera la transition vers un secteur à forte valeur ajoutée, de haute technologie, à forte intensité de connaissances et axé sur l'innovation. Le secteur manufacturier restera l'un des secteurs qui contribuent le plus à la croissance.

## ANNEXE

## Les cinq corridors de croissance économique de la Malaisie

Corridors	Iskandar Malaysia	NCER	ECER	SDC	SCORE
<b>Autorité</b>	Autorité chargée du développement régional d'Iskandar (IRDA)	Autorité chargée du développement du couloir septentrional (NCIA)	Conseil du développement de la région économique de la côte orientale (ECERDC)	Autorité chargée du développement économique et de l'investissement dans le Sabah (SEDIA)	Autorité chargée du développement des corridors régionaux (RECODA)
<b>Localisation/régions couvertes</b>	État du Johor, sud de la Malaisie péninsulaire	États du Perlis, du Kedah et de Penang et nord de l'État du Perak	États du Kelantan, de Terengganu et de Pahang, et district de Mersing dans le Johor	Sabah	Sarawak
<b>Secteur/industrie visé(e)</b>	Éducation Finance Santé TIC et industries créatives Logistique Tourisme	Agriculture Valorisation du capital humain Infrastructure Secteur manufacturier Tourisme	Agriculture Éducation Secteur manufacturier Pétrole et gaz Pétrochimie Tourisme	Agriculture Technologies vertes Capital humain Infrastructure Secteur manufacturier Tourisme	Aluminium Verre Marine Ingénierie Métallurgie Pétrole et gaz Industrie du bois Tourisme Aquaculture Élevage Huile de palme Tourisme

## Renseignements concernant la Malaisie

	Janv.-sept. 2013	2012	2011	2010
<b>Population (millions)</b>	<b>29,7</b>	<b>29,3</b>	<b>29,0</b>	<b>28,6</b>
Citoyens	27,3	27,0	26,6	26,3
Bumiputera	18,5	18,2	18,0	17,7
Chinois	6,6	6,5	6,5	6,4
Indiens	2,0	2,0	1,9	1,9
Autres	0,3	0,2	0,2	0,2
Non-citoyens	2,4	2,4	2,3	2,3
<b>Croissance démographique (%)</b>	<b>1,3</b>	<b>1,3</b>	<b>1,3</b>	<b>1,8</b>
<b>Population active (millions) (en août 2013)</b>	<b>14,1</b>	<b>13,1</b>	<b>12,7</b>	<b>12,3</b>
<b>Taux de chômage (%) (en août 2013)</b>	<b>3,1</b>	<b>3,0</b>	<b>3,1</b>	<b>3,3</b>
<b>Emploi par secteur (%) (au deuxième trimestre de 2013)</b>				
Services	60,4	60,1	60,6	59,1
Secteur manufacturier	16,5	17,5	18,1	17,7
Agriculture	13,0	12,6	11,5	13,6
Construction	9,5	9,1	9,2	9,1
Industries extractives	0,6	0,6	0,6	0,5
<b>Indice des prix à la consommation (%)</b>				
<b>Malaisie</b>	<b>1,8</b>	<b>1,6</b>	<b>3,2</b>	<b>1,7</b>
Malaisie péninsulaire	1,8	1,6	3,3	1,8
Sabah	1,9	1,7	4,7	1,6
Sarawak	1,5	1,8	2,6	1,5
<b>Indice de production industrielle (2005 = 100)</b>				
<b>Total</b>	<b>114,7</b>	<b>112,9</b>	<b>108,6</b>	<b>107,1</b>
Exploitation minière	88,6	88,3	87,5	93,9
Secteur manufacturier	125,2	123,1	117,4	112,2
Électricité	136,5	129,9	123,6	121,2

	Janv.-sept. 2013	2012	2011	2010
<b>Commerce extérieur (milliards de RM)</b>				
Exportations	524,7	702,2	694,5	638,8
Importations	481,5	607,4	574,2	528,8
Commerce total	1 006,2	1 309,6	1 268,8	1 167,7
Balance commerciale	43,2	94,8	120,3	110,0
<b>Balance des paiements (milliards de RM) – (net)</b>	<b>21,1</b>	<b>57,3</b>	<b>97,9</b>	<b>88,1</b>
<b>Compte courant</b>	<b>69,1</b>	<b>125,6</b>	<b>149,4</b>	<b>134,7</b>
Marchandises	-11,3	-14,0	-8,4	1,7
Services	-25,3	-36,0	-22,0	-26,5
Revenu	-11,5	-18,2	-21,1	-21,8
Transfert	0,0	0,1	-0,2	-0,2
Capital				
<b>Compte financier</b>	<b>-5,3</b>	<b>-23,0</b>	<b>23,3</b>	<b>-19,8</b>
<b>Solde global</b>	<b>17,3</b>	<b>3,9</b>	<b>31,0</b>	<b>-0,8</b>
<b>Produit intérieur brut (PIB)</b>				
<b>PIB aux prix courants (milliards de RM)</b>	<b>719,0</b>	<b>931,5</b>	<b>852,7</b>	<b>766,0</b>
Agriculture	66,4	94,8	103,0	81,1
Industries extractives	71,8	97,7	103,7	100,0
Secteur manufacturier	172,0	228,0	220,7	200,0
Construction	30,1	34,9	26,9	24,8
Services	370,6	473,0	411,5	374,0
Plus droits d'importation	8,0	10,2	8,7	7,6
<b>Taux de croissance du PIB réel (%) (au troisième trimestre de 2013)</b>	<b>4,3</b>	<b>5,6</b>	<b>5,1</b>	<b>7,4</b>
Agriculture	2,1	1,0	5,8	2,4
Industries extractives	1,7	1,4	-5,5	-0,3
Secteur manufacturier	4,2	4,8	4,7	11,9
Construction	10,1	18,1	4,7	11,4
Services	5,9	6,4	7,0	7,4
<b>Réserves internationales (milliards de RM) (en septembre 2013)</b>	<b>444,5</b>	<b>427,2</b>	<b>423,4</b>	<b>328,6</b>
Ratio des réserves au PIB (%)	45,0	45,4	47,9	41,2
Réserves en mois d'importations non réexportées (au 31 octobre 2013)	9,7	9,5	9,6	8,6
<b>Dettes extérieures totales (milliards de RM) (au deuxième trimestre de 2013)</b>	<b>306,6</b>	<b>252,8</b>	<b>257,4</b>	<b>227,1</b>
Moyen et long terme	186,3	159,8	153,6	147,7
Court terme	120,3	93,0	103,8	79,4
Ratio du service de la dette (%)	10,4	10,1	10,4	7,5
<b>Établissements bancaires (milliards de RM) (en septembre 2013)</b>				
Total des dépôts	1 493,9	1 408,30	1 300,4	1 140,8
Total des prêts	1 191,4	1 108,00	1 003,5	883,6
<b>Taux d'intérêt des banques commerciales (%) (en septembre 2013)</b>				
Dépôts d'épargne	1,01	1,03	1,15	0,94
TBB	6,53	6,53	6,53	6,02
<b>Épargne nationale brute (% du PNB) (au troisième trimestre de 2013)</b>	<b>30,0</b>	<b>32,7</b>	<b>34,6</b>	<b>34,1</b>

Source: Département des statistiques de la Malaisie; Banque centrale de Malaisie; MATRADE.